

# L'ÉTÉ

## ÇA N'EST PAS FAIT POUR **CASSER**

## LE **CODE** DU TRAVAIL !



Des députés  
communistes - Front de Gauche,  
vos meilleurs atouts pour défendre  
les droits des salariés!

RÉUNION PUBLIQUE  
6 JUIN - 20H00  
CLOS BOURGUIGNON  
CHALON S/SAÔNE



2017, L'humain d'abord !

**PCF**

FRONT DE GAUCHE

**FRONT  
DE GAUCHE**

**100% des députés communistes Front de Gauche**  
ont votés contre les lois  
Macron et El Khomri imposées par  
le gouvernement Hollande et Valls

# LES 11 ET 18 JUIN, ÉLISEZ DES DÉPUTÉS QUI DIRONT NON AUX ORDONNANCES MACRON

Macron veut remettre sur la table toutes les propositions initialement envisagées dans la loi El Khomri que nous avons pu faire retirer par la mobilisation des salariés lors du précédent quinquennat. Son projet, les Français l'ont déjà rejeté!

L'heure est venue de construire un code du travail du XXI<sup>e</sup> siècle pour un nouveau droit à la mobilité et à la sécurité professionnelle des salariés accompagné de nouveaux pouvoirs d'intervention dans les entreprises. Les parlementaires communistes ont déposé à l'Assemblée Nationale une proposition de loi "pour une sécurité d'emploi et de formation".



## LE PROJET MACRON, C'EST

- Permettre aux entreprises ou à des accords de branche de déroger à la loi pour **baisser les salaires** ou **dégrader les conditions de travail** dans plus de domaines que la loi El Khomri.
- **Plafonner les dommages et intérêts** versés aux prud'hommes en cas de licenciement.
- Fusionner les instances représentatives du personnel pour **affaiblir la protection des salariés**.
- Autoriser des référendums d'entreprises pour **valider par le chantage sur les salariés, des accords avec des organisations syndicales minoritaires**.



## NOS CANDIDAT-ES S'ENGAGENT POUR UN CODE DU TRAVAIL DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE AVEC:

- un **service public de l'emploi profondément transformé** avec pour missions l'appui au salarié, sa sécurisation et sa formation.
- **Un pouvoir de contre-propositions des salariés face aux plans de licenciement**, moyens financiers à l'appui, pour baisser le coût du capital, pas du travail.
- **La création de fonds régionaux pour l'emploi et la formation**, et un fonds national, pour financer dans les territoires l'octroi de crédits pour des projets respectant des critères sociaux comme la création d'emplois stables et des critères environnementaux.

**NOS DÉPUTÉ-ES DIRONT NON AUX ORDONNANCES MACRON  
EN REFUSANT DE CÉDER LEUR POUVOIR AU PRÉSIDENT POUR  
QU'IL METTE EN ŒUVRE CE PROJET DANGEREUX !**